

LECO

de la semaine

22 au 28 Février 2025



SOMMAIRE

Orange Summer Challenge 2024 : Le Grand prix international remporté par Madagascar avec Plastikôo.....	2
Banque mondiale : Les longues coupures d'électricité risquent de se répéter en 2026	2
Métaux précieux : l'or pourra dépasser les 3.000 dollars l'once.....	3
Riziculture - Menabe - Un grenier de semences hybrides en projet.....	3
Textile et habillement : Un atelier sur la stratégie à Madagascar, organisé par la SFI de la Banque mondiale	4
Développement : l'Etat accélère la mise en place des ZES	4
Charbon écologique : 800 artisans formés pour la production	5
Pisciculture à Betafo : Collaboration entre les chercheurs et les paysans.....	5
Dynamique des investissements : Madagascar reste une destination d'investissement direct étranger	6
Promotion de l'écotourisme durable : mise en concession de six aires protégées	6
Investissement – Madagascar plus performant en termes de création d'entreprise mais faible dans les domaines des services d'utilité publique.....	7
Automobile : les voitures hybrides dépassent à nouveau les modèles à essence en Europe	7
Produits de rente - Les exportations de girofle en baisse	8
Banque Mondiale - lutte contre la pauvreté - Un taux de croissance encore trop faible	9
Secteur pêche - La filière crevette génère entre 15 et 16 milliards d'ariary	10
Trafic Mahajanga - Les exportateurs exigent la réouverture de la voie maritime	10
EDBM - La création d'entreprises augmente de 2,3% en 2024	11
Appuis financiers - Le FMI accorde 103 millions de dollars	12
Textile durable : Cap sur la position de leader mondial.....	12
Ravinala Airports : 23,5 millions d'euros d'investissements pour des travaux de rénovation à Ivato et Nosy-Be.....	13
Riz importé : baisse des prix effective	14
Starlink – MNDPT : favoriser un développement numérique inclusif	14
Finances - Les banques ajustent les contrats en cas de prêts impayés	15
Les grains de l'espoir : Déploiement de l'électricité d'origine renouvelable dans les villages ruraux de Madagascar.....	15
ONG CEENTRE : Promotion d'un environnement propice à l'entrepreneuriat	16
Madagascar et l'Union européenne : un dialogue de partenariat à l'horizon	17

Orange Summer Challenge 2024 : Le Grand prix international remporté par Madagascar avec Plastikôo

ANTSAR. | 22 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

Madagascar a brillé sur la scène internationale en remportant la deuxième édition du grand prix international de l'Orange Summer Challenge (OSC) 2024, un concours prestigieux visant à récompenser l'innovation technologique et l'entrepreneuriat social.

Ce succès éclatant est le fruit de Plastikôo, un projet porté par une équipe de jeunes talents malgaches, qui a su se démarquer en proposant une solution originale et durable pour lutter contre la pollution plastique. À noter que le thème de l'édition 2024 du concours, organisé par Orange Afrique et Moyen-Orient, en partenariat avec Nokia, AWS et EY, était « Tech4Impact : l'entrepreneuriat au cœur du changement ». Ce challenge international a réuni les lauréats nationaux de la région Afrique et Moyen-Orient, après une série de compétitions locales. Plastikôo, ayant remporté le prix national à Madagascar en octobre 2024, a su séduire le jury avec un projet novateur qui transforme les déchets plastiques en matériaux de construction durables.

Fierté. Le principe de Plastikôo repose sur l'utilisation de la technologie de modélisation 3D pour transformer les déchets plastiques en briques modulaires. Ces briques, qui s'emboîtent comme des LEGO, permettent de construire des structures solides et écologiques. À travers ce procédé, le projet ambitionne non seulement de réduire la pollution, mais aussi de proposer une alternative économique et respectueuse de l'environnement pour le secteur de la construction. Un objectif soutenu par une équipe d'étudiants malgaches passionnés, qui voient en leur innovation une réponse directe aux défis environnementaux croissants. Le prix, d'une valeur de 28 000

euros, a été remis à Dina Mallet et Renaud Raharijaona, qui ont représenté Orange Madagascar lors de la cérémonie de remise des trophées, tenue le 20 février 2025 à Casablanca, au Maroc. Frédéric Debord, DG d'Orange Madagascar, a exprimé sa fierté : « C'est une énorme fierté pour Madagascar ! Le talent de la jeunesse malgache est récompensé. Ce prix remporté par Plastikôo démontre aussi la qualité de l'encadrement et de l'accompagnement offert par Orange Digital Center Madagascar. »

Innovation. Selon ses organisateurs, l'Orange Summer Challenge est un programme qui offre aux jeunes talents une formation de trois mois dans les Orange Digital Centers, des espaces d'accès gratuits au numérique. Ces centres permettent aux participants de développer leurs compétences et de donner vie à leurs idées grâce à des ressources et un accompagnement adaptés. Le concours s'inscrit dans une dynamique de soutien à l'entrepreneuriat et à l'innovation, en particulier dans les domaines technologiques, pour répondre aux enjeux actuels du continent. Plastikôo, en tant que lauréat du Grand Prix International, a également marqué l'esprit des autres compétiteurs. En effet, après Madagascar, les projets du MEPS de Tunisie et du LeevLong du Cameroun ont respectivement occupé les deuxième et troisième places.

Banque mondiale : Les longues coupures d'électricité risquent de se répéter en 2026

ANTSAR. | 22 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

Madagascar doit libérer l'investissement privé pour relever les défis énergétiques et assurer un avenir durable, selon Atou Seck, Komenan Koffi et Tsiry Andriantahina, spécialistes en énergie à la Banque mondiale Madagascar.

Madagascar se trouve à un tournant décisif dans sa quête d'un accès généralisé à l'électricité.



Avec une population majoritairement privée d'une énergie stable, le pays s'est fixé un objectif ambitieux : atteindre

80% d'accès à l'électricité et augmenter la part des énergies renouvelables à 85 % dans le mix énergétique d'ici 2030. Pour réussir, Madagascar devra lever plus de 7,2 milliards de dollars, dont plus de 4,5 milliards doivent provenir du secteur privé, selon les spécialistes auprès de la Banque mondiale Madagascar. Actuellement, seulement 36 % des Malgaches ont accès à l'électricité, et ceux qui en bénéficient font face à des coupures fréquentes et imprévisibles. La crise énergétique actuelle découle de plusieurs décennies de négligence, marquées par la dépendance excessive de la société d'État Jirama au fuel, l'inefficacité de ses infrastructures vieillissantes, ainsi que des déficits financiers récurrents. Ces problèmes ont engendré une situation où la capacité de production

d'électricité est insuffisante pour répondre aux besoins croissants de la population et des entreprises.

Besoin d'action

Pour garantir un approvisionnement énergétique stable, Madagascar doit rénover les infrastructures existantes, encourager le secteur privé à développer de nouvelles capacités de production d'énergie renouvelable, notamment solaire, et améliorer le réseau de distribution pour éviter des pertes considérables. Ces actions sont indispensables pour éviter que les délestages massifs ne deviennent une norme. Pour catalyser le changement, le gouvernement malgache a lancé le Pacte Énergétique National, soutenu par des initiatives telles que le Sommet africain de l'énergie « Mission 300 » en Tanzanie en janvier 2025. Ce pacte prévoit de raccorder chaque année 2,2 millions de personnes, en grande partie grâce aux mini-réseaux privés et aux kits solaires individuels. Ce projet vise également à créer un environnement propice à l'investissement privé, élément clé pour atteindre les objectifs de 2030.

3P indispensable. Le secteur privé, bien qu'en partie freiné par les difficultés financières de la Jirama, est prêt

à s'impliquer. Des projets comme le programme LEAD (Least-Cost Electricity Access Development), soutenu par la Banque mondiale, montrent déjà l'impact positif de l'investissement privé, ayant permis à plus de 1,5 million de personnes d'accéder à l'énergie. Le Fonds DECIM, lancé en janvier 2025, permettra de renforcer ces efforts et soutiendra l'expansion des projets d'énergie hors réseau. Toutefois, pour que ces investissements privés se concrétisent, il est crucial de réformer la Jirama et de garantir aux investisseurs un cadre juridique stable et attractif, selon les spécialistes. Si ces conditions sont remplies, le secteur privé pourrait contribuer à augmenter la capacité de production de 130 MW d'ici 2026, réduisant ainsi les coupures d'électricité et assurant un service plus stable. En conclusion, Madagascar se trouve à un carrefour énergétique où le soutien du secteur privé est indispensable pour réussir sa transition énergétique. À travers des réformes structurelles et un environnement propice aux investissements, le pays pourrait franchir un pas décisif vers un accès universel à l'électricité. Mais sans action immédiate, les longues coupures vont se répéter, selon les trois spécialistes de la Banque mondiale Madagascar.

Métaux précieux : l'or pourra dépasser les 3.000 dollars l'once

ARH. | 22 FÉVRIER | LES NOUVELLES

Le prix de l'or a atteint un nouveau sommet historique, franchissant pour la première fois la barre des 2.900 dollars l'once à la date du lundi 10 février. Hier, le cours tournait autour des 2.800 dollars. Le prix a maintenu cette performance tout au long de la semaine et il pourrait atteindre les 3.000 dollars très prochainement.

Les analystes de Citigroup estiment que « ce seuil sera atteint d'ici la fin du premier trimestre 2025 », tandis que Goldman Sachs anticipe « une montée à 3.000 dollars avant la fin de l'année ».

Selon ces institutions financières, plusieurs facteurs expliquent cette hausse. D'abord, l'appétit croissant des banques centrales pour l'or. Ensuite, la guerre commerciale initiée par Donald Trump et la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine.

L'incertitude liée aux politiques commerciales américaines, comme l'instauration de tarifs douaniers de 25% sur l'acier et l'aluminium, a renforcé la demande pour les

actifs refuges. De plus, exacerbés par les mesures protectionnistes, les investisseurs ont tendance à se tourner vers l'or comme couverture contre la hausse des prix.

D'un point de vue technique, le seuil des 2.900 dollars représente un niveau clé. Si le prix reste au-dessus de ce seuil, les perspectives de hausse demeurent intactes. En revanche, une chute en dessous de ce niveau, pourrait accélérer une correction vers 2.880 dollars. Si le prix dépasse les 2.950 dollars, l'or pourrait bientôt tester les 3.000 dollars, un cap symbolique dans l'histoire des métaux précieux.

Riziculture - Menabe - Un grenier de semences hybrides en projet

ITAMARA OTTON | 24 FÉVRIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Un centre de production de semences hybrides sera établi dans la région Menabe. Ce projet vise à cultiver du riz hybride, avec un premier centre implanté à Analava, dans le district de Morondava.

La mise en place du programme de riz hybride est en cours. Selon le secrétariat d'État en charge de la Souveraineté alimentaire, la culture des semences à haut rendement commencera ce mois-ci, avec une première production attendue cette année. Cette variété sera cultivée sur des

superficies considérables dans cette région du Sud-ouest de l'île.

«Les engins sont en place, et l'aménagement du terrain débutera prochainement. Grâce à un protocole d'accord signé en septembre 2024 dans le cadre du FOCAC, le

programme prévoit d'aménager 50 hectares dès le lancement, avec un objectif de 2 000 hectares lorsque le projet sera pleinement opérationnel», indique le département. La production annuelle devrait atteindre 5 000 tonnes de semences hybrides, permettant d'exploiter environ 200 000 hectares de rizières à travers le pays.

Tahian'ny Avo Razanamahefa, secrétaire d'État en charge de ce département, affirme que «le riz hybride est essentiel pour que Madagascar atteigne l'autosuffisance en riz. Ce projet marque une étape clé dans la transformation agricole du pays, avec un objectif de diffusion à l'échelle nationale».

La région se distingue également par ses performances agricoles. Grâce à des conditions favorables, le riz hybride peut atteindre un rendement de 12 tonnes par hectare et offrir jusqu'à trois récoltes par an.

Ces semences de riz hybride seront distribuées dans les cinq districts de la région du Menabe, avec une assistance technique fournie par des équipes spécialisées. Plus de 1 360 agriculteurs de Mahabo, dont 360 membres de l'association Tanora Aron'ny Vahoaka, ont déjà reçu leurs semences hybrides, accompagnées d'engrais NPK, d'urée et d'engrais organique. Entre décembre et février, trente-deux mille agriculteurs ont bénéficié de ces intrants. L'utilisation des semences hybrides vise à atteindre l'objectif d'un million de tonnes de paddy supplémentaires cette année. L'objectif est d'atteindre l'autosuffisance en riz et de réduire les importations dès 2025. En janvier, lors d'un Conseil des ministres, il a été annoncé que Madagascar cultivait du riz hybride sur 22 000 hectares répartis dans douze régions du pays.

Textile et habillement : Un atelier sur la stratégie à Madagascar, organisé par la SFI de la Banque mondiale

ANTSIA R. | 24 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

Madagascar se prépare à un atelier stratégique sur l'avenir du secteur textile. Ce lundi 24 février, la Société financière internationale (SFI), une branche du Groupe de la Banque mondiale dédiée au secteur privé, organise un atelier essentiel sur la stratégie du textile et de l'habillement à Madagascar. Cet événement marquera une étape clé dans la volonté de positionner le pays comme un acteur majeur, tant régional que mondial, de la fabrication textile durable. Sous la présidence de David Ralambofiringa, ministre de l'Industrialisation et du Commerce, l'atelier réunira des experts du secteur, des responsables de la Banque mondiale et des dirigeants de l'IFC, dont Mehita Fanny, directrice pays de l'IFC pour Madagascar. L'objectif principal de cet atelier est d'identifier des priorités concrètes pour stimuler la croissance du secteur textile malgache et explorer des opportunités de collaboration au niveau régional. Des discussions interactives et des panels d'experts offriront des solutions aux défis actuels, avec un focus particulier sur les innovations nécessaires pour répondre aux enjeux environnementaux et

économiques. Cet événement sera également l'occasion pour les acteurs du secteur de tisser des liens et de partager des visions communes pour un avenir durable du textile à Madagascar.



Un pas de plus vers l'ambition de faire du pays un leader dans l'industrie mondiale du textile durable.

Développement : l'Etat accélère la mise en place des ZES

JEAN RIANA | 24 FÉVRIER | LES NOUVELLES

En vue d'accélérer la mise en place des Zones économiques spéciales (ZES), une réunion intersectorielle s'est tenue la semaine passée à Anosy, sous l'égide de la ministre des Affaires étrangères, Rasata Rafaravavitaika, du ministre de la Décentralisation et de l'aménagement du territoire, Naina Andriantsitohaina ainsi que le directeur général des Douanes, Zafivanona Lainkana.

D'après le ministère des Affaires étrangères, cette rencontre a permis de disposer de plusieurs leviers stratégiques de développement des ZES dédiées au tourisme et aux finances à Madagascar. A noter que les ZES ont pour objectif de stimuler l'économie, attirer les investisseurs

étrangers et d'encourager le développement industriel dans plusieurs pays.

Il s'agit d'une avancée dans la mesure où les ZES visent à dynamiser l'investissement et positionner Madagascar étant un pôle stratégique dans la région. Mais pour que la mise en place effective ces zones soit un succès, cela nécessite un investissement substantiel dans les infrastructures, un cadre réglementaire attractif et requiert une main-d'œuvre qualifiée.

Charbon écologique : 800 artisans formés pour la production

JEAN RIANA | 24 FÉVRIER | LES NOUVELLES

Le ministère du Tourisme et de l'artisanat (MTA) et ses branches contribuent à la promotion des énergies renouvelables, à l'exemple de charbon écologique. Pour ce faire, des artisans sont formés à la fabrication de charbon écologique dans cinq régions de Madagascar.

Après son lancement officiel en juillet 2024 à Fenoarivo, « Chaîne d'or écologique », visant à réduire les émissions de CO2 et la déforestation grâce à la production de charbon écologique, se poursuit. Soutenu financièrement par l'Agence française de développement (AFD) et le Fonds malgaches de formation professionnelle (FMFP) et porté par la Fédération des Chambres de métiers et de l'artisanat – Madagascar (FCMAM), ce projet prévoit une formation de 800 artisans dans cinq régions de Madagascar.

Dans un contexte où les pratiques durables sont fortement encouragées, « Chaîne d'or écologique » arrive à point nommé. A ce sujet, un atelier a été organisé à Antananarivo la semaine passée, pour mettre tous les acteurs en conformité aux normes de fabrication de charbon écologique

Madagascar affiche sa volonté de se détourner du charbon de bois. Pour y arriver, la contribution de tout un chacun, est sollicitée.

« Le problème est que l'offre est encore loin de répondre à la demande. C'est pour cela qu'on incite les promoteurs à faire leur maximum tout en respectant les normes dans leur production », a spécifié, le directeur général du Bureau des normes de Madagascar (BNM), Séraphin Razafimahafaly.

La formation des artisans comprend trois modules dont la production, la logistique et la commercialisation, permettant d'améliorer la chaîne de production dans de nombreuses régions. Après Atsinanana et Boeny, la région Itasy a bénéficié de cette formation, le 21 février.

« La région Itasy se distingue particulièrement en utilisant les écorces de riz comme matière première », rapporte le MTA. Le programme cible 172 bénéficiaires de la Chambre de métiers et de l'artisanat (CMA) de l'Itasy.

Pisciculture à Betafo : Collaboration entre les chercheurs et les paysans

ANTSA R. | 24 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

Lutter contre la mortalité des alevins. Tel est l'objectif des chercheurs qui mènent actuellement leurs activités dans le fokontany d'Andriamasoandro, district de Betafo.



Une collaboration fructueuse s'est mise en place entre les pisciculteurs locaux et ces jeunes chercheurs malgaches, soutenus par le CIRAD, dans le but de trouver des solutions face à la mortalité préoccupante des alevins. Ces jeunes chercheurs ont été mobilisés pour mener des études approfondies afin de comprendre les causes sous-jacentes de ce phénomène, et d'identifier des solutions durables pour l'élevage de poissons. L'enquête menée sur place a révélé que l'alimentation des poissons constituait un facteur majeur dans la mortalité des alevins. En effet, dès le vingtième jour, les jeunes poissons commencent à présenter des signes de faiblesse et de mortalité importante. Face à ce constat alarmant, une approche collaborative a été mise en œuvre. Les chercheurs, accompagnés

de techniciens spécialisés, ont travaillé main dans la main avec les pisciculteurs locaux pour tester et améliorer les techniques d'alimentation et de gestion des étangs.

Résultats

Grâce à cette collaboration, des améliorations notables ont été observées. Auparavant, les rendements étaient modestes, se chiffrant à environ 1 000 alevins produits. Aujourd'hui, ce chiffre a été multiplié par cinq, atteignant des taux de productivité bien plus élevés. De plus, la mortalité des alevins a été considérablement réduite, les pisciculteurs ayant adopté de nouvelles pratiques qui ont permis de maintenir un environnement plus sain pour les poissons. Cette initiative s'est concentrée sur la formation pratique des pisciculteurs, qui ont non seulement amélioré leurs techniques mais ont aussi pris en charge la gestion des installations et des ressources nécessaires à ces avancées. Ils ont ainsi été les principaux acteurs de cette réussite, en adaptant les recommandations des chercheurs à leur propre contexte local. Il est à noter que le projet a été soutenu par l'APDRA dans le cadre du programme Dinaamicc, un projet axé sur la recherche et l'innovation dans le domaine de l'aquaculture. L'objectif est de garantir un avenir durable à l'aquaculture locale tout en soutenant les communautés rurales dans le développement de leur activité.

Dynamique des investissements : Madagascar reste une destination d'investissement direct étranger

ARH. | 25 FÉVRIER | LES NOUVELLES

La Grande île enregistre une reprise modérée mais croissante des Investissements directs étrangers (IDE). Cette dynamique positive montre l'attractivité continue de Madagascar pour les investisseurs étrangers.

L'Economic Development Board of Madagascar (EDBM), la principale agence de promotion des investissements (API) de Madagascar, a fait le bilan de ses activités, lors d'une rencontre avec la presse dans ses locaux à Antaninarenina, hier. A cette occasion, sa directeur général, Josielle Rafidy, a souligné que : «Malgré un niveau encore faible, les IDE ont progressé de 418 millions à 519 millions de dollars en 2023». Les principaux investisseurs proviennent de pays comme la France, les Etats-Unis, Maurice et le Japon, et font partie des quatre nations leaders en termes de flux d'investissement. Parmi les projets notables, la redynamisation des négociations concernant Base Toliara occupe une place importante.

Et la mission de l'EDBM réside principalement dans la promotion et la facilitation des investissements à Madagascar. Elle collabore avec divers ministères, la Présidence, la Primature, ainsi que le secteur privé pour «améliorer le climat des affaires et encourager les investissements». L'agence a également facilité la création de 1.529 nouvelles sociétés en 2024, majoritairement dans le secteur des services. Ce qui montre un regain d'intérêt pour l'investissement privé.

Climat des affaires

Cependant, plusieurs défis restent à relever pour améliorer davantage le climat des affaires. «Les problèmes structurels, notamment dans les secteurs de l'énergie et des infrastructures, continuent de peser. Le gouvernement a mis en place des solutions transitoires pour pallier les déficits énergétiques, notamment en favorisant l'autoproduction d'énergie, ce qui a permis au secteur textile de se développer», a souligné Josielle Rafidy. De plus, les investisseurs soulignent un besoin accru de capital humain qualifié, un défi majeur pour l'attractivité du pays.

En réponse à ces enjeux, le gouvernement malgache a mis en place des réformes structurelles importantes. En 2023, une nouvelle loi sur les investissements a été adoptée, accompagnée de trois décrets d'application en 2024. Ces réformes visent à renforcer la protection des investisseurs, à faciliter l'accompagnement des projets et à réduire les délais et les coûts administratifs. Le code minier a également été réformé et la libéralisation du secteur des télécommunications a été engagée.

Avec ces mesures, Madagascar cherche à se positionner comme une destination d'investissement de plus en plus compétitive, en ligne avec les standards internationaux.

Promotion de l'écotourisme durable : mise en concession de six aires protégées

JEAN RIANA | 25 FÉVRIER | LES NOUVELLES

Dans l'objectif de promouvoir l'écotourisme durable à Madagascar, le gouvernement malgache projette de mettre en concession six parcs nationaux gérés par Madagascar National Parks. Il s'agit respectivement des parcs de Lokobe, Analamazaotra Mantadia, Ankarana, Tsimanampesotse, Nosy Hara et Bemaraha. L'initiative est portée par le ministère du Tourisme et de l'artisanat (MTA), le ministère de la Décentralisation et de l'aménagement du territoire (MDAT) ainsi que le ministère de l'Environnement et du développement durable (MEDD).

La Maison de la Diplomatie verte à Ampandrianomby a été le théâtre d'un atelier de présentation des zones écotouristiques et d'une consultation avec le secteur privé en vue de finaliser le cahier des charges du projet de concession. « Le visé du projet est d'attirer des investissements pour améliorer la gestion des parcs, tout en contribuant à l'expansion de l'offre d'hébergement, dans l'objectif de compléter le besoin de 11.500 chambres additionnelles afin d'atteindre le cap d'un million de touristes », rapporte le MTA

Cette initiative vise à améliorer l'attractivité du pays, créer plus d'emplois pour les communautés locales et renforcer la préservation de la biodiversité. La sécurisation foncière est également prise en compte, marquée par une avancée majeure pour la protection de l'environnement. Elle s'inscrit également dans le cadre de la stratégie de développement du secteur tourisme pour faire de Madagascar une destination touristique mondiale de premier plan à l'horizon 2028.

Investissement – Madagascar plus performant en termes de création d’entreprise mais faible dans les domaines des services d’utilité publique

25 FÉVRIER | 2424.MG

Antananarivo, 25 Février, 7h35 – Forces et faiblesses. Madagascar enregistrait des meilleures performances dans trois indicateurs que sont la création d’entreprise, le commerce international et la fiscalité, en matière d’investissement. Le directeur des Réformes et du développement du secteur privé de l’Economic development board of Madagascar (EDBM), Tojo Ramamonjisoa, avait apporté plus de précision sur l’évaluation faite par la Banque mondiale dans la première édition du rapport « Business Ready » dans lequel l’environnement des affaires de la Grande île avait été évaluée.

Sur la création d’entreprise, la procédure d’immatriculation des sociétés commerciales au niveau de l’EDBM figure parmi les plus simplifiées en Afrique et même par rapport au pays développés. “Parvenir à immatriculer une Société à responsabilité limitée (Sarl) en 48 heures est déjà une bonne performance, mais nous allons encore l’améliorer”, lance Tojo Ramamonjisoa.

Madagascar avait aussi enregistré des bonnes performances dans le commerce international, notamment avec le traitement des opérations au niveau du Port de Toamasina. Et l’autre bonne performance enregistrée par la Grande île c’est la procédure d’enregistrement fiscal. Selon la Banque mondiale, Madagascar “permet un enregistrement simplifié des entreprises, suit les bonnes pratiques en matière de commerce numérique et durable, et fournit un processus d’enregistrement fiscal transparent”.

Madagascar enregistre pour des faibles performances dans les domaines des services d’utilité publique, de l’insolvabilité des entreprises et de la concurrence sur le marché. “Dans ces domaines, l’économie ne met pas en œuvre les réglementations environnementales pour la fourniture et l’utilisation durables de l’électricité, ne dispose pas de services numériques opérationnels pour la liquidation et la réorganisation, et n’a pas publié de documents d’orientation sur l’application de la loi sur la concurrence”, soulignait la Banque mondiale.

“Ce que nous pouvons dire, c’est que nous avons des gros problèmes en matière d’infrastructures. Il y a des grandes lacunes à combler. Mais pour l’EDBM, ces défis peuvent se présenter comme des opportunités d’investissements », avance le directeur des Réformes et du développement du secteur privé de l’agence malgache de promotion des investissements.

Comme souligné par Tojo Ramamonjisoa, l’EDBM se base sur des indicateurs objectifs et non sur des perceptions tendancieuses dans son appréciation de la situation du climat des affaires. L’EDBM tient par exemple compte de la note de conjoncture économique que la Banky foiben’i Madagasikara (BFM) publie périodiquement. “Chaque rapport se base d’ailleurs sur sa propre méthodologie. Aussi, notre rôle consiste à collecter toutes ces informations et croiser ensuite les données”, explique-t-il.

Automobile : les voitures hybrides dépassent à nouveau les modèles à essence en Europe

25 FÉVRIER | LE FIGARO

Les immatriculations de ces modèles dotés de moteurs à essence et de petits moteurs électriques ont représenté 34,9% du marché au mois de janvier 2025.

Les immatriculations de voitures hybrides neuves ont à nouveau dépassé celles des véhicules utilisant l’essence au mois de janvier 2025 en Europe, a annoncé mardi l’Association des constructeurs européens (ACEA). Les immatriculations de ces modèles dotés de moteurs à essence et de petits moteurs électriques ont représenté 34,9% du marché (+18,4% sur un an). Les voitures à essence commencent à prendre le chemin glissant déjà emprunté par le diesel : elles ont accusé une forte baisse au mois de janvier (-18,9%), notamment en France et en Allemagne. Les modèles à essence représentent désormais 29,4% du marché et le diesel, autrefois omniprésent, 10% (-27% sur un an).

Les hybrides, un peu plus sobres et moins polluants que les modèles à essence, et bien moins chers que les électriques, reprennent ainsi le contrôle du marché européen

après l’avoir dominé pour la première fois pendant trois mois de septembre à novembre 2024.



Les modèles 100% électriques sont en forte progression sur un an (+34%), notamment en Belgique, en Allemagne

ou en Italie (+126%) mais restent stables par rapport au mois de décembre 2024, et avec de grandes disparités selon les pays.

Au niveau européen, les électriques représentent désormais 15% des immatriculations, encore très loin des objectifs fixés aux constructeurs par la Commission européenne, à 25% pour l'année 2025 et 100% en 2035. Le pionnier de l'électrique Tesla a vu ses ventes divisées par deux en janvier, freiné par un changement de gamme en cours et aussi, potentiellement, par des prises de position de son patron Elon Musk aux côtés du président américain Donald Trump qui feraient fuir les acheteurs. «Il est clair que l'Europe doit encore travailler pour éviter de stagner», a souligné la directrice générale de l'ACEA, Sigrid de Vries, dans un communiqué.

Un marché plutôt morose

L'ACEA demande un assouplissement des règles européennes sur les émissions de CO2, dont découlent ces objectifs de ventes de voitures électriques. «L'UE doit mettre tout en œuvre pour faire du Dialogue Stratégique sur l'Avenir de l'Industrie Automobile (en cours à Bruxelles, NDLR) un succès, permettre une transition efficace vers une mobilité zéro émission tout en préservant notre compétitivité mondiale», a poursuivi Sigrid de Vries.

Le succès des hybrides a déjà profité en 2024 au groupe Toyota, pionnier de cette technologie, qui reste à un haut niveau de ventes malgré une légère baisse en janvier (-4,9%). Il profite aussi à Renault (+5%) qui atteint 10,9% de parts de marché.

Toutes énergies confondues, le mois de janvier 2025 ne dément pas une année 2024 qui est restée très faible, avec un marché qui n'est jamais retourné à ses volumes d'avant l'épidémie de Covid. Les ventes ont baissé de 2,6% au mois de janvier par rapport à janvier 2024. Les principaux marchés européens (Allemagne, France, Italie) ont notamment affiché des reculs tandis que l'Espagne a marqué un léger rebond.

Le groupe Stellantis a subi l'essentiel de cette baisse, avec -17,9% sur un an. Mais le groupe souligne qu'il va mieux après une fin d'année 2024 catastrophique, et le départ de son directeur général Carlos Tavares. Stellantis est revenu à 17,1% de parts de marché, sa meilleure performance depuis juin 2024, s'est félicité Luca Napolitano, responsable des ventes européennes de Stellantis, dans un communiqué. Il reste cependant loin derrière le leader du marché Volkswagen qui continue à progresser (+5,6% en janvier pour 27,7% du marché), compensant des baisses chez ses marques Skoda ou Audi par une hausse pour sa marque principale VW et les modèles sportifs de Cupra.

Produits de rente - Les exportations de girofle en baisse

ITAMARA OTTON | 26 FÉVRIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

C'est une année difficile pour le girofle. La Grande Île a vu ses exportations diminuer de 35,5 % lors de la dernière campagne. Un recul qui s'explique, entre autres, par une baisse de la production.

Deux ans après son essor, qui a permis à Madagascar de surpasser l'Indonésie, la filière girofle traverse aujourd'hui une période difficile. Les exportations malgaches se sont fortement repliées. D'après la Banque centrale (BFM), elles ont diminué de 35,5 %, et ce en raison d'une baisse du volume, mais aussi d'une baisse du prix de 6,5 % sur le marché international.



Cette nouvelle dynamique gagne la filière depuis un an déjà. Elle peut s'expliquer, selon certaines analyses, par une diminution de la demande sur les marchés internationaux, mais aussi par les conditions climatiques défavorables de 2024. En effet, elles ont eu un impact significatif sur la production de girofle. Malgré la résistance de cette

plante, sa condition et sa qualité sont fortement influencées par ces facteurs externes.

Il y a deux ans à peine, les perspectives s'annonçaient radieuses. La production de girofle de Madagascar était passée de 16 000 tonnes en 2020 à plus de 34 000 tonnes en 2022, générant un chiffre d'affaires de 224 millions de dollars, avec des prix plus ou moins cléments sur le marché international (entre 7 et 8 dollars). Cependant, depuis le second semestre de l'année dernière, le tableau s'est assombri. Le prix moyen a drastiquement diminué, atteignant jusqu'à 6 dollars le kilo de clous de girofle. « Les exportations de girofle ont [aussi] accusé une baisse de 9,0 %, rapportant 95,3 millions de dollars US, contre 104,7 millions de dollars US en 2023 », d'après la BFM. Au troisième trimestre de 2024, il était déjà trop tard pour rattraper le coup, malgré l'ouverture de la nouvelle campagne. Les exportations de girofle avaient déjà reculé de 23,5 %.

Conséquences

Il va sans dire que cette situation influence les producteurs. La combinaison de la baisse de la production et des prix a des conséquences directes sur les revenus des agriculteurs, qui dépendent du girofle comme source de revenu principal. Le pays compte dix-huit mille producteurs, avec une superficie cultivée de 70 000 hectares,

et 90 % de la production est concentrée au Nord de l'île, dans la région d'Analanjirofo, dont le nom est équivoque. C'est l'industrie pharmaceutique qui est le premier acheteur de cette épice en raison de ses vertus thérapeutiques, avec des pays comme l'Inde, l'Indonésie ou encore Singapour, qui sont les principales destinations d'exportation du girofle malgache. Cependant, il est difficile de savoir s'il s'agit d'une tendance qui s'inscrira dans

la durée ou s'il s'agit juste des aléas du marché. Les prévisionnistes estiment que le marché du girofle pourrait accuser une hausse de 3,5 % par an jusqu'en 2027, mais le contexte ne s'y prête pas, avec les différentes tensions géopolitiques ainsi que la baisse de la demande dont vient d'être témoin, impuissante, la Grande Île. Le girofle de la Grande Île représente, selon l'Organisation mondiale du commerce, 27 % de la part du marché mondial.

Banque Mondiale - lutte contre la pauvreté - Un taux de croissance encore trop faible

IRINA TSIMIJALY | 26 FÉVRIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La Banque mondiale souligne que la croissance économique de Madagascar reste trop faible pour réduire la pauvreté. Elle appelle à des réformes pour améliorer la productivité et les conditions de vie.

La Banque mondiale appelle à une hausse de la productivité pour améliorer le niveau de vie à Madagascar. Selon les données présentées hier au Carlton Anosy, dans le cadre de la publication des notes de conjoncture économique de Madagascar, l'économie du pays affiche des signes de reprise. Toutefois, la croissance demeure insuffisante et inégalement répartie pour avoir un impact significatif sur la réduction de la pauvreté. Après avoir atteint 4,2 % en 2024, elle devrait s'établir en moyenne à 4,7 % entre 2025 et 2027, soutenue par les secteurs du textile, des mines et des services.

Cependant, cette progression ne bénéficie pas suffisamment aux ménages : près de 70 % de la population vit toujours sous le seuil de pauvreté internationale, fixé à 2,15 dollars par jour.

Le marché du travail reste dominé par une agriculture à faible productivité, qui emploie plus de 60 % des travailleurs. Par ailleurs, seule la moitié des Malgaches en âge de travailler occupe un emploi, souvent précaire et informel. « La croissance actuelle, bien qu'encourageante, ne suffit pas à générer un nombre significatif d'emplois décents ni à réduire durablement la pauvreté », a précisé Atou Seck, responsable des opérations de la Banque mondiale pour Madagascar.

Malgré une hausse des investissements privés, les exportations peinent à se redresser, tandis que les recettes fiscales, limitées à 10,8 % du PIB, entravent la capacité du gouvernement à améliorer les services de base. L'accès au crédit, essentiel au dynamisme des entreprises, demeure également inférieur à la moyenne régionale. « Le manque d'accès au financement constitue un frein majeur à la productivité des entreprises », a souligné Sagita Muco, spécialiste principal du secteur privé.

Des réformes nécessaires

La Banque mondiale insiste sur l'urgence de réformes structurelles pour libérer le potentiel économique de Madagascar. Depuis vingt ans, le pays enregistre un recul de sa productivité, avec un PIB par travailleur en baisse de 0,2 % par an. Aujourd'hui, un travailleur malgache est trois fois moins productif que la moyenne en Afrique subsaharienne.

Les disparités entre entreprises sont tout aussi marquées : les 25 % les plus productives versent des salaires jusqu'à sept fois supérieurs à ceux proposés par les moins performantes. « Améliorer la productivité des entreprises est essentiel pour renforcer la compétitivité, favoriser l'innovation et créer des emplois mieux rémunérés », a affirmé Fanjaniaina Prisca Mamitiana, spécialiste du développement du secteur privé.



Les défis à relever restent nombreux : infrastructures insuffisantes, services publics peu fiables, incertitudes politiques et inadéquation des compétences. « Garantir une énergie fiable, des infrastructures efficaces et une meilleure connectivité est indispensable pour surmonter ces obstacles », a insisté Atou Seck.

Pour y parvenir, la Banque mondiale recommande une accélération des réformes structurelles dans les secteurs stratégiques.

« Un renforcement de la gouvernance et une stabilité macroéconomique sont essentiels pour assurer un développement durable et améliorer les conditions de vie de la population malgache », ont conclu Sagita Muco et Fanjaniaina Prisca Mamitiana.

Secteur pêche - La filière crevette génère entre 15 et 16 milliards d'ariary

IRINA TSIMIJALY | 26 FÉVRIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La pêche aux crevettes constitue une source majeure de revenus pour l'État malgache. Selon le ministre de la Pêche et de l'Économie bleue, Mahatante Paubert, « cette activité rapporte chaque année entre 15 et 16 milliards d'ariary ». Il a fait cette déclaration lors d'une interview en marge de la publication officielle du rapport FiTI 2023, présenté par le Groupe Multipartite National (GMN). Ce document s'inscrit dans le cadre de l'engagement de Madagascar envers la Fisheries Transparency Initiative (FiTI), visant à renforcer la transparence dans la gestion des ressources halieutiques.

Les recettes issues de la pêche contribuent au financement du budget national et soutiennent de nombreux acteurs du secteur. « La production halieutique progresse régulièrement », a souligné le ministre. Toutefois, cette évolution ne couvre pas encore les besoins de la population, a-t-il ajouté. Selon lui, « l'augmentation des captures permet de renforcer les recettes de l'État tout en soutenant les communautés qui dépendent de la pêche ».

Afin d'améliorer la gestion de ses ressources marines, Madagascar a adhéré à la FiTI en 2021. Le pays est le cinquième à rejoindre cette initiative, après la Mauritanie, les Seychelles, le Cap-Vert et l'Équateur.

Le Groupe Multipartite National a présenté le rapport FiTI 2023 lors d'un atelier organisé à Antananarivo. Ce document détaille notamment les accords de pêche signés avec des opérateurs nationaux et étrangers, les quantités de poissons et de crevettes capturées, ainsi que les revenus générés et l'utilisation des fonds perçus par l'État. Il met également en lumière l'application des réglementations en vigueur.

Lors de la présentation, le ministre a insisté sur l'importance de la transparence pour garantir une gestion durable et responsable du secteur. « Ce rapport marque une étape essentielle », a-t-il déclaré, avant de conclure : « Nous devons poursuivre nos efforts pour que la pêche profite à l'ensemble des acteurs concernés ».

Trafic Mahajanga - Les exportateurs exigent la réouverture de la voie maritime

VERO.ANDRIANARISOA | 26 FÉVRIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Rebondissement dans l'affaire de la suspension du trafic maritime entre Mahajanga et les Comores.

Des opérateurs économiques, des commerçants de Mahajanga ainsi que des ressortissants comoriens ont organisé une manifestation, samedi matin, devant le marché de Marolaka. Réclamant la réouverture de la liaison maritime, ils ont brandi des banderoles revendicatives.



“Vohay ny lalana Mahajanga-Comores fa motraka ny entanay” (Ouvrez la voie entre Mahajanga et les Comores, car nos marchandises pourrissent).

“Avelao handeha ny sambo fa efa very asa no mosary izahay” (Laissez passer les bateaux, nous avons perdu nos emplois et nous avons faim).

Des éléments des forces de l'ordre étaient présents durant cette manifestation éclair.

Cela fait six mois que le transport de passagers et de produits destinés à l'exportation entre les deux villes est suspendu. L'épidémie de choléra aux Comores a été avancée comme raison principale de cette décision. Depuis octobre, aucune marchandise n'a pu être exportée vers l'archipel.

Pourtant, un communiqué officiel du gouvernement, daté du 18 décembre 2024, a autorisé la reprise du transport maritime vers l'Union des Comores. Dans ce document à l'en-tête du ministère des Affaires étrangères, le gouvernement malgache affirmait son engagement à soutenir des échanges commerciaux responsables et sécurisés, tout en protégeant la santé publique. Mais cette autorisation est restée lettre morte, faute d'application concrète.

“Nous n'avons plus rien à manger”

Face à cette impasse, les commerçants interpellent les autorités.

“Nous attirons l'attention des responsables, des élus locaux et des autorités centrales. Nous sommes endettés jusqu'au cou. Nos marchandises, pour la plupart périssables, sont toutes perdues. Seuls les légumes secs sont épargnés. Les poissons séchés, eux, sont totalement détruits. Nous n'avons plus rien à manger. Nous sommes en difficulté, incapables de payer les médicaments des malades. Ouvrez la frontière ! L'épidémie de choléra est déjà éradiquée sur place, selon nos informations. Nous

vous supplions d'autoriser la reprise du trafic maritime", ont crié les porte-parole des commerçants.

La suspension des liaisons maritimes entre Madagascar et les Comores pénalise lourdement l'économie des deux pays. L'importation de produits malgaches aux Comores, notamment les arachides, les haricots blancs et les oignons, est fortement perturbée.

Les conséquences sont nombreuses. Avant la fermeture, les produits alimentaires malgaches étaient expédiés en grande quantité vers l'archipel. Plusieurs secteurs sont directement affectés par cette crise : les transporteurs, les transitaires et les collecteurs. Avec l'arrêt du trafic maritime, ces marchandises restent bloquées, entraînant des pertes considérables.

Une reprise du transport permettrait non seulement de relancer les échanges, mais aussi d'alléger la crise économique qui touche les deux pays.

Une décision restée sans suite

En décembre dernier, le Premier ministre Christian Ntsay avait affirmé que la réouverture de la liaison maritime s'inscrivait dans une logique de renforcement des relations bilatérales, avec des mesures sanitaires strictes pour éviter toute résurgence du choléra.

Mais à ce jour, l'application de la décision du 18 décembre reste en suspens. Une situation qui plonge les opérateurs économiques et les populations concernées dans une précarité grandissante.

EDBM - La création d'entreprises augmente de 2,3% en 2024

IRINA TSIMIJALY | 27 FÉVRIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

En 2024, l'EDBM a accompagné la création de 1 529 entreprises, principalement dans le secteur des services. Cela représente une augmentation de 2,3 % par rapport à l'année précédente. Lors d'une journée d'échanges avec la presse économique de Madagascar, l'EDBM (Economic Development Board of Madagascar) a présenté ses rapports d'activité pour l'année 2024 hier à Antananarivo. Cet événement a permis aux journalistes de dialoguer directement avec les acteurs économiques du pays.

L'année précédente a montré un regain d'intérêt pour le développement d'entreprises locales. Antananarivo reste le lieu privilégié des investisseurs, avec 2 259 nouvelles entreprises créées, dont 1 650 dans la capitale. Cependant, d'autres régions ne sont pas en reste : Toamasina a vu la création de 188 entreprises, Antsiranana 87, Nosy Be 138, Antsirabe 51, Mahajanga 72, Fianarantsoa 14 et Toliara 61. Les secteurs textile et touristique attirent particulièrement les investisseurs.

Josielle Rafidy, directrice générale de l'EDBM, a souligné l'importance de ces résultats pour l'économie malgache. Elle a précisé : « Ces chiffres montrent que Madagascar reste un terrain favorable pour les entrepreneurs locaux et les investisseurs étrangers. » Elle a ajouté que l'EDBM se consacre pleinement à faciliter cette croissance en simplifiant les démarches administratives et en soutenant les projets d'investissement. Le gouvernement, de son côté, a mis en place des réformes pour améliorer l'environnement des affaires, notamment avec la réforme fiscale et l'accélération des procédures. Néanmoins, Josielle Rafidy a insisté sur le fait qu'il reste encore des efforts à fournir pour rendre Madagascar encore plus attractif.

Attractivité

Pendant l'événement, l'assistance a pu découvrir les points clés concernant les investissements et la création d'entreprises à Madagascar. Parmi les sujets abordés, la forte dynamique de la création d'entreprises et

l'attractivité croissante de Madagascar pour les investisseurs étrangers ont particulièrement retenu l'attention.



L'EDBM a également mis en lumière la reprise des investissements étrangers, qui a marqué une tendance positive. Les investissements directs étrangers ont augmenté, passant de 418 millions de dollars en 2022 à 519 millions de dollars en 2023. Parmi les principaux investisseurs, on trouve la France, les États-Unis, les Mauriciens et les Japonais. Cela prouve que Madagascar attire de plus en plus d'investisseurs étrangers. Un bon exemple de cette dynamique est le projet Base Toliara, soutenu par des investisseurs français et américains.

Cependant, malgré cette croissance, des défis subsistent. Les infrastructures et la question de l'énergie demeurent des obstacles à un développement plus rapide. L'EDBM travaille en étroite collaboration avec le gouvernement pour trouver des solutions à ces problèmes. Des réformes sont en cours, comme celles visant à améliorer les infrastructures et à aligner la législation malgache avec les normes internationales. Toutefois, il est évident que des efforts continus seront nécessaires pour garantir une croissance durable à long terme.

Appuis financiers - Le FMI accorde 103 millions de dollars

GARRY FABRICE RANAIVOSON | 27 FÉVRIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Selon une information partagée par la ministre de l'Économie et des Finances, le FMI accorde un financement de 103 millions de dollars. Une décision qui découle de la 1ère revue de la FEC et de la FRD.

Décaissement approuvé». Ce sont les mots utilisés par Rindra Hasimbelo Rabarininarison, ministre de l'Économie et des Finances, sur sa page Facebook, pour annoncer la décision rendue par le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI), hier.



« Décaissement de 103 millions de dollars [soit l'équivalent de 77,392 millions de DTS] approuvé par le Conseil d'administration du FMI, ce 26 février, au titre de la 1ère revue de la FEC [Facilité élargie de crédit] et de la FRD [Facilité pour la résilience et la durabilité] », peut-on lire dans les premières lignes de la publication faite par le grand argentier de l'État, hier soir. Elle ajoute qu'au moment du décaissement, le montant pourrait connaître une légère variation suivant le taux de change.

Selon les explications, cet appui financier est composé de la seconde tranche de la FEC, qui est de 36,66 millions

de DTS ou Droits de tirage spéciaux, et d'une première tranche de la FRD, qui est de 40,732 millions de DTS. Au regard de sa publication d'hier, la ministre de l'Économie et des Finances pousse visiblement un ouf de soulagement suite à la décision du Board de l'institution de Bretton Woods. Les fonds acquis dans le cadre de la FEC et de la FRD sont, en effet, des aides budgétaires.

Engagements

Les 103 millions de dollars dont le feu vert pour le décaissement a été donné hier serviront ainsi à booster la trésorerie publique. Le soulagement qui se ressent dans les lignes de la ministre Rabarininarison s'explique par le fait que cela n'a pas été gagné d'avance. Il intervient tardivement. La décision d'hier était attendue pour novembre 2024.

Selon la membre du gouvernement, le président de la République et le Premier ministre sont montés au filet pour défendre de vive voix le dossier de la Grande Île. Il fallait, toutefois, que Madagascar mette en œuvre certains points clés de ses engagements vis-à-vis des conditionnalités inhérentes à la FEC et à la FRD.

En première ligne de ces engagements figure l'effectivité du mécanisme d'ajustement automatique des prix à la pompe, en place depuis le 16 janvier. Selon des indiscretions, le second point concerne l'adoption de la nouvelle Stratégie nationale de lutte contre la corruption (SNLCC), un acte adopté en Conseil des ministres le 15 janvier.

Textile durable : Cap sur la position de leader mondial

ANTSAR. | 27 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

La Société financière internationale (IFC) a organisé un atelier stratégique pour l'industrie du textile et de l'habillement à Madagascar, lundi dernier, réunissant les acteurs clés du secteur. Cet événement visait à élaborer un plan d'action pour positionner Madagascar comme un leader mondial dans la fabrication durable de textiles et de vêtements. Selon les présentations, le secteur textile est un pilier de l'économie malgache, employant plus de 150 000 personnes et contribuant de manière significative aux exportations et au PIB. L'atelier a permis d'explorer les défis et opportunités du secteur, avec l'objectif de définir des priorités concrètes pour sa croissance. L'IFC a présenté la Stratégie malgache du textile et de l'habillement, alignée

avec le « Pacte pour la Programmation Industrielle de Madagascar », qui ambitionne de renforcer la compétitivité du pays sur les marchés internationaux. Trois points clés ont émergé de cette rencontre. D'abord, l'importance de la durabilité et de l'innovation pour créer un environnement commercial compétitif. Ensuite, Madagascar bénéficie d'un fort potentiel grâce à sa main-d'œuvre qualifiée et à son accès préférentiel aux marchés mondiaux. Enfin, la représentation du secteur reste un défi majeur, nécessitant la création d'un organisme dédié pour défendre les intérêts de l'industrie.

Ravinala Airports : 23,5 millions d'euros d'investissements pour des travaux de rénovation à Ivato et Nosy-Be

R.EDMOND. | 27 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

Après plus de 241 millions d'euros investis depuis 2017, les aéroports internationaux d'Ivato et de Nosy-Be, affichent de très bonnes performances. Mais Ravinala Airports n'entend pas arrêter en si bon chemin.

En effet, Ravinala Airports, le gestionnaire contractuel de ces deux plus grands aéroports internationaux du pays, planifie d'importants travaux d'aménagement et de rénovation pour cette année 2025.

Standards internationaux

En tout, plus de 25,3 millions d'euros seront investis, cette année, par Ravinala Airports, qui précisons-le, est le délégataire de service public, travaillant pour le compte de l'Etat malgache dans la gestion des aéroports internationaux d'Antananarivo et de Nosy-Be. Ainsi, à Ivato, les tarmacs auront droit à un lifting avec les 11,47 millions d'euros qui seront investis pour des travaux de rénovation et autres travaux associés. L'objectif étant de sécuriser et d'optimiser les chaussées aéronautiques pour les rendre encore plus conformes aux standards internationaux. L'opération permettra également de fluidifier le trafic aérien. Par ailleurs, en collaboration avec Total Energies, un réseau hydrant qui est un système de distribution de carburant aviation en sous-sol, sera aménagé. Des travaux sont également prévus, avec l'ASECNA pour l'amélioration du réseau de balisage. Le terminal domestique ne sera pas en reste, avec les travaux de réaménagement et de rénovation prévus. En effet, l'actuel terminal domestique sera rénové pour être dédié uniquement aux départs domestiques, alors les arrivées domestiques seront transférées à l'ancien terminal international. Ces travaux seront financés à hauteur de 1,1 million d'euros.

Nosy-Be

À l'aéroport international de Fascene Nosy-Be, les travaux seront concentrés sur l'amélioration de la qualité des services et de la capacité de l'aérogare, pour un investissement de 3,25 millions d'euros. Ces travaux aboutiront notamment à l'extension du bâtiment du salon VIP pour la mise en place d'un salon business ainsi que l'aménagement d'un étage pour usage de bureau. Une zone de restauration et de convenience store sera également créée. Enfin, un nouveau poste de filtrage sera créé. Ces travaux entraîneront une fluidification des opérations, une augmentation de la capacité de traitement, une amélioration du confort des passagers, et une multiplication des offres de commerce et de restauration. Par ailleurs et non des moindres, un investissement de 7,75 millions d'euros sera consenti par Ravinala Airports pour des travaux côté piste. Et ce, notamment pour des objectifs de sécurisation des opérations et de pérennisation des infrastructures, d'amélioration de la qualité des services, d'amélioration du balisage et de modernisation du réseau hydrant.

Impacts positifs

Prévus être bouclés, cette année, pour la plupart, ces travaux donneront encore plus de performances à ces deux aéroports internationaux. Avec ce que cela suppose d'impacts positifs sur les secteurs du transport et du tourisme. Daniel Lefebvre, le nouveau directeur général de Ravinala Airports entend mener à bien ce défi de rénovation, pour le transport aérien à Madagascar. « Ces investissements profiteront à tous les intervenants aéroportuaires et augmenteront encore plus les performances des aéroports internationaux », a-t-il déclaré, hier lors d'une rencontre avec la presse.



A propos de performance, l'aéroport international d'Antananarivo est classé parmi les meilleurs au monde en matière de vitesse de traitement des bagages et des procédures policières aux frontières. Et les travaux prévus cette année vont encore améliorer les performances. Des travaux nécessaires bien évidemment.

Redevances aéroportuaires

A ce sujet précisément, les négociations sont actuellement en cours, pour une augmentation de 20% du taux de redevances aéroportuaires. Selon le DG de Ravinala Airports, cette révision à la hausse, qui est d'ailleurs contractuelle, s'impose en raison de l'inflation qui est calculée sur la base de l'euro. Une augmentation de 20% qui ne signifie pas une hausse du même taux sur le prix du billet. « Contrairement à l'idée reçue, l'indexation de 20% des redevances d'aéroport ne produit pas une augmentation de 20% du prix du billet. Un billet de 1.600.000 ariary passerait à 1.643.000 ariary soit 2,7% du prix du billet. Environ 12 euros en plus sur la ligne Tanà-Paris-Tanà soit, +1,8% du billet international », a précisé Daniel Lefebvre.

Riz importé : baisse des prix effective

JEAN RIANA | 27 FÉVRIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le délai de un mois et demi imposé par le président Andry Rajoelina pour faire baisser le prix du riz importé à 750 ariary le kapoaka, est arrivé à terme depuis quelques jours.

Et comme il fallait s'y attendre, la baisse des prix du riz importé est effectivement perceptible sur le marché, le kapoaka variant entre 750 et 1.000 ariary, selon la qualité du produit et la localité.

Selon le ministère de l'Industrialisation et du commerce (MIC), le riz importé à 750 ariary le kapoaka est déjà disponible dans presque toutes les régions de la Grande île, tant au niveau des détaillants que des grossistes. « Nul doute, le prix du riz importé a baissé, mais le kapoaka de riz à 750 ariary est encore difficile à trouver auprès des épiceries de quartiers », a affirmé Rondro, une mère de famille habitant à Ambondrona. Le riz de luxe et le Madrigal s'achètent dorénavant à 1.000 ariary le kapoaka, contre 1.150 ariary auparavant, soit une baisse de 13,04%.

Les différentes autorités travaillent avec les branches du MIC pour ce qui est des missions de surveillance des prix sur le marché, conduisant à un résultat tangible vu que la baisse des prix des riz importés est indéniable auprès

des épiciers. Autrement dit, la baisse du prix du riz est le fruit d'un travail collectif qu'il faut poursuivre pour éviter les cas d'abus. « L'affluence des riz importés ces derniers temps a conduit irrémédiablement à la baisse des prix », a indiqué Davy, un épicier à Behoririka.

Concernant les riz locaux, les prix stagnent entre 3.900 et 4.100 ariary. Le Makalioka détient toujours le record du riz le plus cher sur le marché, où le kilo est de 4.100 ariary ou plus selon la localité. Le kilo des riz Manalalondo et Mavokely est compris entre 3.900 et 4.100 ariary. Le riz local le moins cher demeure le Tsipala qui s'acquiert à 3.600 ariary le kilo. Pour madame Rondro, son choix d'achat dépend du plat à concocter. « Pour la soupe de riz matinale, j'achète du riz local notamment le Manalalondo ou le Mavokely, mais pour le déjeuner ou pour le dîner j'opte pour les riz importés qui sont moins chers » a-t-elle précisé.

Starlink – MNDPT : favoriser un développement numérique inclusif

ARH. | 27 FÉVRIER | LES NOUVELLES

La ministre du développement Numérique, des Postes et des Télécommunications (MNDPT), Stéphanie Delmotte, a récemment accueilli une délégation de Starlink, menée par la responsable des Opérations en Afrique, Dynamite Obinna et la responsable en charge des Projets stratégiques et de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), Sarah Litzenberger. Cette rencontre a permis de discuter des enjeux de la connectivité et de la responsabilité sociale de l'entreprise de Starlink à Madagascar.

L'un des points centraux de la discussion a été la possibilité de « la domiciliation des paiements des abonnements Starlink auprès des établissements bancaires locaux ». Cette mesure pourrait soutenir le développement économique du pays en renforçant le secteur bancaire local. Cependant, bien que ce sujet ait été soulevé, Starlink n'a pas encore donné de réponse concrète. Le ministère a précisé que « les discussions se poursuivront aux Etats-Unis pour clarifier cette demande ».

Actuellement, les paiements pour les services Starlink se font uniquement en ligne, tant pour l'achat des équipements que pour les abonnements. Les clients

communiquent également avec les services après-vente par messagerie électronique.

En outre, Starlink a réaffirmé son engagement envers le développement numérique de Madagascar, en particulier en soutenant les petites et moyennes entreprises (PME) locales. L'entreprise envisage de former des entreprises malgaches pour qu'elles puissent fournir des services aux clients, un modèle qui fait encore l'objet d'étude. Ce projet s'inscrit dans une démarche plus large visant à favoriser un développement numérique inclusif à Madagascar et dans d'autres pays.

Ainsi, bien que les détails de cette collaboration restent à finaliser, l'engagement de Starlink envers Madagascar est clair : soutenir l'économie locale et promouvoir la connectivité dans le pays.

Finances - Les banques ajustent les contrats en cas de prêts impayés

Finances - Les banques ajustent les contrats en cas de prêts impayés

IRINA TSIMIJALY | 28 FÉVRIER | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

« L'objectif de la banque n'est pas de saisir la garantie, car cela ne l'intéresse pas. Son véritable enjeu est d'accompagner l'emprunteur afin qu'il puisse aller au bout de son remboursement », affirme Lanja Randriatsimalona, directrice générale adjointe de la SIPEM Banque. Elle s'exprimait hier en marge de la signature d'un partenariat entre la banque et Pharmadiff Solair, destiné à faciliter l'accès aux consommables médicaux et énergétiques à Madagascar. Les banques, les institutions de microfinance et les organismes de prêt ont pour principaux clients « les entrepreneurs ainsi que les petites et moyennes entreprises », qui constituent une part essentielle du marché du crédit dans le pays.

D'après les explications de la directrice générale, à la SIPEM Banque, par exemple, la grande majorité des emprunteurs respectent leurs engagements financiers. « Plus de 80 %, voire plus de 90 %, remboursent leur prêt », précise l'institution.

D'une manière générale, les banques privilégient toujours le dialogue pour aider les emprunteurs en difficulté. « Lorsqu'un client rencontre des problèmes financiers, nous

cherchons des solutions adaptées, comme l'allongement de la durée du prêt pour réduire les mensualités ou le report de certaines échéances », explique la banque.

Par exemple, un paiement prévu pour aujourd'hui peut être repoussé de trois mois si la situation le nécessite. Ce n'est qu'en dernier recours, « lorsque les discussions n'aboutissent pas, qu'une procédure contentieuse est engagée ». La restructuration du contrat reste aussi une option pour ajuster les conditions de remboursement à la situation de l'emprunteur, d'après elle.

Dans ce même esprit d'accompagnement, le partenariat signé hier vise à offrir aux entrepreneurs et aux particuliers une solution de financement accessible pour l'achat d'équipements essentiels, tels que des kits solaires et du matériel médical. Grâce à un paiement à crédit pouvant s'étaler sur 48 mois, ces produits seront désormais disponibles via les agences SIPEM Banque et les points de vente Pharmadiff Solair. Avec une double ambition : soutenir la croissance économique et promouvoir un développement durable en facilitant l'accès aux équipements stratégiques.

Les grains de l'espoir : Déploiement de l'électricité d'origine renouvelable dans les villages ruraux de Madagascar

MSW128 | 28 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

Si l'usine de décortiquage de riz se trouve à la lisière de Mahasolo, un village rural situé dans le centre de Madagascar, elle occupe cependant une place centrale dans la vie de ses habitants.

« C'est ici que nous versons le riz paddy », indique l'opérateur, Rakotomalala Nary. Il explique le fonctionnement de la décortiqueuse d'aspect archaïque, le claquement de ses tongs rythmant ses déplacements dans la pièce en béton sans fenêtre.

Il nous montre quelques tiges de riz, encore vertes, fraîchement récoltées dans les rizières gorgées d'eau qui entourent Mahasolo.



La plupart des habitants de cette région vivent de la riziculture et travaillent dans les champs de l'aube au crépuscule. D'autres cultures sont pratiquées, mais à l'instar

de la vanille – produit d'exportation emblématique de Madagascar – rares sont celles destinées à la consommation locale. Le riz, en revanche, fait exception. Souvent servi avec des légumes, un bouillon et un morceau de viande (quand il y en a), il constitue l'aliment de base des paysans malagasy.

« Vous ajustez le rouleau de cette manière et vous versez le riz », poursuit Rakotomalala. « Un second rouleau épluche les grains, et vous obtenez du riz décortiqué. Il faut souvent répéter l'opération à plusieurs reprises. »

Lorsque la machine est mise en marche, elle se met à vrombir, émettant un bruit assourdissant tandis que des émanations de diesel nocives envahissent la petite pièce. Rakotomalala désigne le coupable du doigt : le générateur diesel qui alimente la décortiqueuse.

Comme de nombreux habitants des zones rurales de Madagascar, Rakotomalala n'a pas qu'un seul emploi, et réalise toutes sortes de travaux au sein du village pour compléter ses revenus. Outre la gestion de la rizerie, il exerce également les fonctions de chauffeur et de mécanicien. Sa connaissance des moteurs ne lui sert pas seulement à réparer les voitures.

« Le générateur diesel tombe souvent en panne », explique-t-il avec une pointe de lassitude dans la voix. « Je dois acheter les pièces, comme les segments de piston et les chemises de cylindre, et effectuer les réparations moi-même. Plus les pièces du générateur sont usées, plus il consomme de carburant et d'huile. Nous devons acheter

le diesel à une personne qui se fournit à la station-service la plus proche, le transporte jusqu'ici ce qui augmente donc le prix pour nous. »

La rizerie du village voisin ne connaît aucun de ces problèmes. Sa décortiqueuse est plus efficace, ne pollue pas l'air et assourdit moins les opérateurs. Elle fonctionne à l'électricité, un « luxe » hors de portée pour le village de Mahasolo, éloigné du réseau électrique nationale, vieillissant et défaillant, de Madagascar – qui ne dessert que 10 % de la population du pays.

C'est pour des entreprises comme la rizerie de Mahasolo que l'initiative de Sustainable Energy for All (SEforALL) aide les communautés du Bénin, de Madagascar, du Nigéria, de la République Démocratique du Congo, de la Sierra Leone et de la Zambie à accéder à une énergie abordable, fiable et durable. SEforALL a créé le Fonds pour l'Accès Universel à l'Energie (Universal Energy Facility (UEF) en anglais) en 2020. Ce fonds multi donateurs, axé sur les résultats, aide les développeurs de mini-réseaux solaires à déployer leur technologie dans les endroits où elle fait cruellement défaut. En janvier 2025, plus de 40 000 Malagasy ont désormais accès à l'électricité produite à partir de l'une des principales ressources renouvelables du pays : le soleil.

Partout où ils sont présents, les mini-réseaux par l'UEF changent la donne et améliorent considérablement la vie de la population.

Au cours de l'été 2024, des lampadaires solaires ont été installés par le développeur et opérateur de mini-réseaux Africa GreenTec à Mahasolo, qui jusque-là, n'avait jamais eu d'éclairage public extérieur. Les témoignages des vendeurs de marché et des commerçants font état des mêmes difficultés : la frustration de devoir interrompre leur activité dès la tombée de la nuit et les coupures d'électricité pendant les heures de grande affluence, ce qui entraîne la déception des clients et la perte de revenus. Si certains ont accès à des panneaux solaires et sont fiers de faire fonctionner leur négoce grâce à une électricité durable, ces installations solaires souvent obsolètes ne sont pas toujours en mesure de fournir suffisamment d'électricité pendant la saison des pluies à Madagascar, caractérisée par de fréquents orages.

Désormais, grâce au mini-réseau solaire construit par Africa GreenTec, certains commerces de Mahasolo peuvent rester ouverts le soir. Et, à en juger par les chalands qui se promènent à la lueur des lampadaires, les habitants ne craignent plus de sortir après la tombée de la nuit. Du jour au lendemain, les soirées ont changé du tout au tout dans le village.

Les mini-réseaux facilitent également la vie des élèves. Un jeune de 17 ans en dernière année au lycée de Mahasolo, explique qu'il est difficile d'étudier sans un accès fiable à l'électricité. Il évoque les soirées passées à étudier à la lueur d'une bougie, ou sous l'éclairage d'un générateur bruyant et polluant. La situation dans les établissements scolaires est elle aussi difficile.

« Il n'y a pas d'électricité dans l'école où je travaille », rapporte le révérend Ndriana, un enseignant local. « Pendant la saison sèche, lorsque le soleil se couche tôt, nous devons arrêter les cours dès qu'il fait trop sombre. De plus, nous ne pouvons pas enseigner comme nous le voudrions, en utilisant des technologies telles que des ordinateurs et des imprimantes. »

Tout le monde s'accorde à dire que la fourniture d'électricité fiable par le mini-réseau d'Africa GreenTec, avec le soutien de l'UEF a déjà eu, et continuera d'avoir, des répercussions considérables.

De retour à la rizerie, interrogé sur son raccordement à venir auprès du mini réseau solaire de Mahasolo, Rakotomalala exprime déjà son soulagement. « J'ai hâte de pouvoir travailler dans le calme et de ne plus avoir à réparer le générateur aussi souvent. Cela dit, la transition ne se fera sans doute pas sans quelques problèmes et je ne sais pas encore combien coûtera l'électricité », admet-il.

Rakotomalala, le révérend Ndriana et les autres villageois savent que l'accès à une électricité fiable ne mettra pas fin à toutes les difficultés auxquelles ils font face. Cependant, en plus de mettre en lumière les problèmes rencontrés dans les zones rurales de Madagascar, les nouvelles connexions permises grâce au mini réseau solaire vont contribuer à améliorer la vie quotidienne à Mahasolo, que ce soit dans sa rizerie, ses écoles, ses commerces ou au sein des foyers.

ONG CEENTRE : Promotion d'un environnement propice à l'entrepreneuriat

R. EDMOND. | 28 FÉVRIER | MIDI-MADAGASIKARA

La création d'entreprise constitue un levier essentiel pour le développement socio-économique de Madagascar. Raison pour laquelle, l'ONG CEENTRE ne ménage pas ses efforts pour promouvoir un environnement propice à l'entrepreneuriat au profit des acteurs concernés, et ce, depuis ses 10 années d'existence. « Initialement orienté vers les jeunes entrepreneurs, étudiants et dirigeants de startups, CEENTRE a élargi son champ d'action. Désormais, l'organisation se tourne également vers les incubateurs, ministères, universités, associations ainsi que les institutions publiques et privées désireuses de promouvoir l'entrepreneuriat dans leurs activités. Ce nouveau

tournant marque un jalon important pour CEENTRE, qui se positionne désormais comme un acteur clé dans l'accompagnement de la mise en œuvre de programmes et de projets visant à améliorer l'écosystème entrepreneurial à Madagascar », selon les promoteurs. De nombreuses manifestations sont ainsi organisées pour marquer sa première décennie d'existence.

Madagascar et l'Union européenne : un dialogue de partenariat à l'horizon

FM | 28 FÉVRIER | LES NOUVELLES

Le Conseil des ministres a approuvé la tenue d'un dialogue de partenariat entre Madagascar et l'Union européenne, prévu ce 20 mars, avec la participation de tous les membres du gouvernement, comme c'était le cas en 2024, sous l'égide du Premier ministre.

Ce dialogue s'inscrit dans le cadre de l'Accord de Samoa, ayant pour objectif de promouvoir la coopération internationale et défendre les intérêts communs entre l'UE et les pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) et de renforcer le multilatéralisme.

D'après l'article 3 de cet accord signé le 15 novembre 2023 au Samoa, un dialogue de partenariat régulier se tient entre les autorités malgaches, la Délégation de l'Union européenne et ses Etats membres en vue d'échanger des informations, de favoriser la compréhension mutuelle ainsi que de faciliter la définition de priorités et de programmes communs aux niveaux national, régional et international. Le développement durable, la croissance, les droits de l'Homme, la paix et la sécurité, seront au menu.



 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 www.ccifm.mg

 ccifm@ccifm.mg  adhesion@ccifm.mg

 CCI France Madagascar

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

